

**Le ministre de l'Education Nationale,
Madame TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

**Le ministre délégué auprès du ministre
de l'Economie et des Finances, chargé du Budget,
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,
Madani TOURE**

**DECRET N°2013-928/P-RM DU 25 NOVEMBRE 2013
PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE
MISSION AU SECRETARIAT GENERAL DE LA
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret N°2013-153/P-RM du 8 février 2013 fixant
l'organisation de la Présidence de la République ;
Vu le Décret N°08-603/P-RM du 03 octobre 2008 fixant
les taux des indemnités et primes accordées à certaines
catégories de personnel de la Présidence de la République ;

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Monsieur **El Hadj Oumar TALL**,
Diplômé en science de l'information et en communication
est nommé **Chargé de Mission** au Secrétariat Général de
la Présidence de la République.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié
au Journal officiel.

Bamako, le 25 novembre 2013

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2013-929/P-RM DU 25 NOVEMBRE 2013
PORTANT NOMINATION DE L'ATTACHE DE
CABINET DU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE, PORTE
PAROLE DU GOUVERNEMENT**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes
fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion
et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi
N°02-048 du 22 juillet 2002 ;
Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les
règles générales d'organisation et de fonctionnement des
Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°2012-434/P-RM du 9 août 2012 fixant les
conditions d'emploi et de rémunération des membres non
fonctionnaires du Cabinet du Président de la République,
du Secrétariat Général de la Présidence de la République,
du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets
ministériels ;

Vu le Décret N°2013-720P-RM du 05 septembre 2013
portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2013-721/P-RM du 08 septembre 2013
portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2013-835/P-RM du 28 octobre 2013
portant nomination du Porte parole du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Monsieur **Dramane KONATE**,
Animateur, est nommé **Attaché de Cabinet** du ministre de
l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Porte parole
du Gouvernement.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié
au Journal officiel.

Bamako, le 25 novembre 2013

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Oumar Tatam LY**

**Le ministre de l'Emploi
et de la Formation Professionnelle,
Porte parole du Gouvernement,
Mahamane BABY**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**DECRET N° 2013-930/P-RM DU 25 NOVEMBRE
2013 PORTANT REGLEMENTATION DE LA
COLLECTE ET DE LA COMMERCIALISATION
DES DIAMANTS BRUTS SUIVANT LE SCHEMA DE
CERTIFICATION DU PROCESSUS DE
KIMBERLEY**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°92-002 du 27 août 1992 portant Code de
Commerce, modifiée par la Loi N°01-042/AN-RM du 27
juin 2001 ;

Vu la Loi N° 01-075 du 18 juillet 2001 instituant le Code
des Douanes ;

Vu la Loi N°06-067 du 29 décembre 2006 modifiée, portant Code Général des Impôts et du Livre de Procédures Fiscales ;

Vu la Loi N°2012-015 du 27 février 2012 portant Code Minier en République du Mali ;

Vu la Loi N°2011-070 du 25 novembre 2011 portant création du Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des Diamants bruts ;

Vu le Décret N° 2013-720/P-RM du 05 septembre 2013 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N° 2013-721/P-RM du 08 septembre 2013 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} : Le présent décret règlemente la collecte et la commercialisation des diamants bruts suivant le Schéma de Certification du Processus de Kimberley.

ARTICLE 2 : Au sens du présent décret, les expressions suivantes s'entendent comme suit :

- « **Administration des mines** » : structure compétente chargée de mettre en œuvre le contrôle de l'exploitation et de la circulation des diamants bruts ;

- « **Autorité (s) compétente (s)** » : personne (s) désignée (s) pour signer le Certificat du Processus de Kimberley ;

- « **Autorité Importatrice** » : l'Autorité compétente autorisée à valider qu'un chargement de diamants bruts provient effectivement d'un Participant et que ce chargement est accompagné par un Certificat du Processus de Kimberley. Au Mali, l'Autorité Importatrice est le Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des Diamants bruts ;

- « **Autorité Exportatrice** » : l'Autorité compétente autorisée à valider un Certificat du Processus de Kimberley, désignée par un Participant duquel un chargement de diamants bruts est sortant. Au Mali, l'Autorité Exportatrice est le Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des Diamants bruts ;

- « **Caissette** » : contenant servant d'emballage de colis de diamants bruts ;

- « **Chargement** » : colis de diamants bruts importés ou exportés ;

- « **Certificat du Processus de Kimberley** » : document avec un format particulier qui ne peut être falsifié et qui indique qu'un chargement de diamants bruts a été traité conformément aux dispositions du Schéma de Certification du Processus de Kimberley ;

- « **Codification** » : système harmonisé de désignation et de codification des marchandises ;

* **71.02 : Diamants, même travaillés, mais non montés, ni sertis**

- **71.01.29** : Autres ;

- **71.01.39** : Autres ;

- **71.02.10** : - non triés ; - industriel ;

- **71.02.21** : diamants bruts ou simplement débités, clivés ou sciés, qui ne se prêtent généralement pas à une utilisation en joaillerie ;

- **71.02.31** : diamants bruts ou simplement sciés, clivés ou débités, qui conviennent à une utilisation en joaillerie ;

- « **Collecteur** » : Est considérée comme collecteur toute personne physique ou morale qui achète des diamants bruts auprès des exploitants artisanaux, en vue de les revendre sur le marché national.

- « **Comptoir d'achat de diamant** » : personne physique ou morale autorisée à acheter, détenir, importer et exporter les diamants bruts ;

- « **Diamants bruts** » : diamants à l'état naturel, n'ayant subi aucune modification ;

- « **Diamants d'origine** » : diamants bruts produits par les exploitants artisanaux et/ou par les exploitants industriels ;

- « **Diamants de provenance** » : diamants bruts importés d'un pays participant, conformément aux exigences du Schéma de Certification du Processus de Kimberley ;

- « **Diamants de passage** » : diamants bruts de passage sur le territoire national avec ou sans transbordement, entreposage avec ou changement de mode de transport ;

- « **Expertise** » : ensemble d'opérations consistant à catégoriser et à évaluer les lots de diamants bruts ;

- « **Inspecteur des mines** » : agent assermenté des mines affecté au contrôle de la production et de la commercialisation des diamants bruts ;

- « **Participant** » : pays ou organisation d'intégration économique régionale dans lequel le Schéma de Certification du Processus de Kimberley est effectif.

CHAPITRE II : DE LA COLLECTE ET DE LA COMMERCIALISATION

SECTION I : DE LA COLLECTE

ARTICLE 3 : Est considérée comme collecteur toute personne physique ou morale qui achète des diamants bruts auprès des exploitants artisanaux, en vue de les revendre sur le marché national.

ARTICLE 4 : Le collecteur de diamant doit être de nationalité malienne ou ressortissant de pays accordant la réciprocité aux nationaux et détenir une carte professionnelle.

ARTICLE 5 : L'exercice de la profession de collecteur de diamant est autorisé par arrêté du ministre chargé du Commerce.

ARTICLE 6 : La demande d'autorisation de collecteur de diamants bruts doit être adressée au directeur national du Commerce et de la Concurrence ou son représentant au niveau régional ou subrégional. Elle comporte les pièces ci-après :

a) Pour les personnes physiques :

- une photocopie certifiée conforme de la carte d'identité en cours de validité ;
- le certificat de nationalité ;
- l'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier ;
- deux photos d'identité.

b) Pour les personnes morales :

- le récépissé d'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier ;
- les statuts.

Les personnes physiques et les associés ayant le pouvoir d'engager les personnes morales doivent joindre en plus, les pièces suivantes :

- un extrait du casier judiciaire ;
- un extrait d'acte de naissance, éventuellement une expédition de l'acte d'émancipation ;
- un certificat de nationalité ;
- un certificat de résidence.

ARTICLE 7 : La délivrance de la carte professionnelle de collecteur de diamants bruts est subordonnée au paiement des frais de timbre fixés à 100.000 Francs CFA.

La carte professionnelle de collecteur de diamants bruts est personnelle et a une durée de validité de cinq (5) ans renouvelable.

ARTICLE 8 : Le collecteur de diamants bruts est assujéti à la tenue d'un registre d'achat et de vente, coté et paraphé par le Tribunal de Commerce, faisant ressortir d'une manière chronologique, les quantités achetées et vendues, les lieux d'achat et de vente, la nature et la qualité des diamants concernés.

Ce registre est soumis à toute requête des agents de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ou toute autre administration habilitée à le faire ou régulièrement mandatée.

SECTION II : DE LA COMMERCIALISATION

ARTICLE 9 : La commercialisation de diamants bruts suivant le Schéma de Certification du Processus de Kimberley est exercée par les comptoirs d'achat et d'exportation de diamants agréés, sous réserve des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 10 ci-dessous.

ARTICLE 10 : Les comptoirs d'achat et d'exportation de diamants sont des personnes physiques ou morales satisfaisant aux conditions énumérées ci-après :

- être régulièrement inscrit au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier ;
- posséder une patente import-export ou une patente export simple en cours de validité ;
- avoir un numéro d'identification nationale ;
- disposer d'une caution déposée dans une banque de la place ;
- être autorisé par le ministre chargé du Commerce ;
- disposer d'équipements pour effectuer les opérations de triage et de titrage du diamant.

Un arrêté conjoint des ministres chargés des Mines et du Commerce précise les caractéristiques techniques des installations et équipements requis, ainsi que le montant de la caution.

ARTICLE 11 : Le comptoir d'achat et d'exportation de diamants bruts est autorisé par arrêté du ministre chargé du Commerce.

La demande d'autorisation est adressée au directeur national du Commerce et de la Concurrence. Elle comporte les pièces suivantes :

- la patente import-export ou la patente export simple en cours de validité ;
- la justification de la possession d'une caution conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessus.

ARTICLE 12 : En cas d'arrêt d'activité dûment signalé au ministre chargé du Commerce, la caution est restituée à son titulaire dans les conditions de droit commun.

ARTICLE 13 : Les comptoirs d'achat et d'exportation de diamants bruts sont assujettis à la tenue d'un registre d'achat et de vente, coté et paraphé par le Tribunal de Commerce, faisant ressortir d'une manière chronologique les opérations d'achat et de vente.

Ce registre est soumis à toute requête des agents de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ou de toute autre administration habilitée à le faire ou régulièrement mandatée.

ARTICLE 14 : Les comptoirs d'achat et d'exportation et les exportateurs de diamants bruts procèdent à l'achat, à la vente, à l'importation et à l'exportation des diamants bruts non clivés, ni taillés, d'origine et/ou en provenance d'autres pays participants au Schéma de Certification du Processus de Kimberley.

ARTICLE 15 : Toute société ou exploitant artisanal de diamants bruts dûment autorisé peut vendre du diamant aux comptoirs d'achat et d'exportation.

Les sociétés d'exploitation de type industriel peuvent directement exporter leurs produits conformément aux exigences du Schéma de Certification suivant le Processus de Kimberley.

ARTICLE 16 : L'importation ou la vente à l'intérieur du Mali des diamants bruts est autorisée si une des conditions suivantes est remplie :

- les diamants bruts proviennent d'un participant au Schéma de Certification du Processus de Kimberley et sont accompagnés d'un Certificat du Processus de Kimberley, validé par l'autorité compétente de ce participant ou ;
- les diamants bruts proviennent des exploitations artisanales au Mali. Dans ce cas, le comptoir d'achat et d'exportation de diamant fait remplir au vendeur une fiche dans laquelle figurent entre autres, l'identité du vendeur et le lieu d'extraction des diamants bruts, dans le but d'éviter l'achat de diamants de guerre.

ARTICLE 17 : Les diamants bruts importés d'un participant au Schéma de Certification suivant le Processus de Kimberley ou exportés vers un participant du Schéma de Certification du Processus de Kimberley, accompagnés du Certificat du Processus de Kimberley, doivent être logés dans des contenants inviolables et les sceaux appliqués ne doivent pas être brisés avant l'arrivée des contenants à leur destination finale, sauf, en cas de nécessité, par l'Autorité Exportatrice ou l'Autorité Importatrice.

Dans ces conditions, le certificat identifie clairement l'expédition à laquelle il se rapporte.

Les contenants et les certificats correspondants sont soumis à des fins de vérification au Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des Diamants bruts, selon les indications figurant dans les documents d'accompagnement et dans le courrier électronique reçu du participant au Schéma de Certification du Processus de Kimberley.

ARTICLE 18 : Lorsque l'autorité compétente établit que les conditions énoncées dans le présent décret sont remplies, elle le confirme sur le certificat initial et fournit à l'importateur une copie authentique et infalsifiable de ce certificat confirmé. Cette procédure de confirmation doit être réalisée dans les dix (10) jours ouvrables suivant la présentation du certificat.

ARTICLE 19 : Lorsque l'autorité compétente constate que les conditions énoncées dans le présent décret ne sont pas remplies, elle procède à la saisie du chargement conformément à la réglementation en vigueur.

Le déblocage du chargement saisi est conditionné aux mesures correctives nécessaires que doit prendre l'autorité compétente du pays ayant fait l'exportation.

Si, dans un délai de dix (10) jours, les mesures correctives nécessaires ne sont pas apportées, l'autorité compétente renvoie le chargement à son expéditeur, au frais du propriétaire.

ARTICLE 20 : Les Sociétés d'exploitation, les Comptoirs d'achat et d'exportation de diamants bruts peuvent installer des tailleries de diamants bruts au Mali.

L'ouverture de ces tailleries est conditionnée à l'obtention d'une autorisation délivrée conjointement par les ministres chargés des Mines et du Commerce.

ARTICLE 21 : L'exportation des diamants bruts hors du territoire national peut être effectuée par :

- les sociétés qui exploitent dans le cadre de permis et autorisation d'exploitation, régulièrement délivrées par l'autorité compétente ;
- les comptoirs d'achat et d'exploitation de diamants bruts.

ARTICLE 22 : A l'exportation, les sociétés visées à l'article précédent ou le comptoir d'achat et d'exportation de diamants présentent au Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification, les lots de diamants bruts à exporter selon le système harmonisé de désignation et de codification de marchandises : 71.02.10 ; 71.02.21 ; 71.02.29 ; 71.02.31 et 71.02.39 qui sont ensuite placés dans une caisse inviolable, après déclaration écrite sur l'honneur que ces diamants ne sont pas des diamants de guerre.

ARTICLE 23 : Le Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification procède à l'expertise des lots de diamants bruts.

La caisse est ensuite scellée, puis estampillée par le Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification après l'accomplissement des formalités douanières.

A l'exportation, le Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification doit communiquer à l'autorité d'importation, par un message électronique, les détails du chargement, en précisant le numéro de série du certificat malien, le poids en carats et la valeur du lot.

ARTICLE 24 : Le diamant à l'exportation est scellé par les services compétents accompagné du Certificat du Processus de Kimberley sur le commerce des diamants bruts.

Le certificat décrit :

- le type/modèle ;
- l'origine ;
- la qualité ;
- la quantité ;
- la valeur.

ARTICLE 25 : L'exportation de diamants bruts est soumise à la levée d'une intention d'exportation.

La demande d'intention d'exportation est adressée au directeur national du Commerce et de la Concurrence et doit être accompagnée des pièces ci-après :

- la patente Import-Export ou Export simple en cours de validité ;
- le certificat d'habilitation technique ;
- l'attestation de titrage de diamant à exporter ;
- le certificat du Processus de Kimberley.

En cas de besoin, les services dûment mandatés ou habilités peuvent demander, aux frais de l'opérateur, un contrôle dudit tirage par le Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des Diamants bruts.

ARTICLE 26 : Les valeurs de référence à l'exportation du diamant sont déterminées périodiquement par une Commission comprenant des représentants de l'Etat et ceux des opérateurs économiques concernés.

Un arrêté conjoint des Ministres chargés du Commerce, des Mines et des Finances détermine la composition de cette Commission.

CHAPITRE III : DE LA CERTIFICATION

ARTICLE 27 : L'autorité d'émission des certificats est le Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification.

ARTICLE 28 : Le Certificat malien du Schéma de Certification suivant le Processus de Kimberley est signé par le Directeur et par le Chef du Service de l'Expertise et de l'Evaluation du Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des Diamants Bruts, dont les spécimens des signatures sont envoyés au Président du Schéma de Certification du Processus de Kimberley.

CHAPITRE IV : DU CONTROLE

ARTICLE 29 : Les administrations chargées des Mines, des Douanes et du Commerce se réservent, à tous les stades de la production, de l'achat, de la vente, de l'importation, de la transformation et de l'exportation de diamants bruts, le droit de contrôle et d'expertise des diamants.

Les missions effectuées dans ce domaine sont exécutées par les agents de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines, de la Direction Générale des Douanes et de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence.

ARTICLE 30 : Les sociétés d'exploitation et les exploitants artisanaux autorisés doivent tenir des registres de production dûment visés par l'administration chargée des Mines et comportant les renseignements sur le poids en carats et les catégories des diamants bruts.

ARTICLE 31 : Les comptoirs d'achat et d'exportation peuvent seulement acheter les diamants bruts d'origine et/ou de provenance d'un participant au Schéma de Certification suivant le Processus de Kimberley et importés conformément aux exigences du Schéma de Certification du Processus de Kimberley.

Ils tiennent des registres des achats, des ventes, des importations et des exportations, mentionnant l'identité des acheteurs ou des vendeurs, les références de l'autorisation d'exportation artisanale de diamants bruts ou du titre minier, la quantité et la valeur des diamants vendus, achetés ou exportés.

Ces renseignements doivent être conservés pendant au moins dix (10) ans pour d'éventuelles consultations.

Les autorités compétentes doivent collecter et conserver les données sur la production officielle, les importations et les exportations de diamants bruts, les échanger et les exploiter avec les Participants au Schéma de Certification suivant le Processus de Kimberley.

ARTICLE 32 : Les comptes bancaires des exploitants industriels ou des comptoirs d'achat et d'exportation et des exportateurs de diamant doivent être approvisionnés à travers des banques agréées de la place.

ARTICLE 33 : Les exploitants industriels, les comptoirs d'achat et d'exportation et les exportateurs de diamants doivent, en complément des registres, conserver toutes les données relatives à leurs chargements de diamants bruts à l'exportation, dans une base de données informatisée, pendant dix (10) ans.

CHAPITRE V : DE LA PROCEDURE DE SAISIE DES DIAMANTS BRUTS

ARTICLE 34 : La saisie des diamants bruts découle des contrôles des agents de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines, de la Direction Générale des Douanes et de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence.

ARTICLE 35 : La découverte des diamants, à la suite d'un contrôle à la sortie ou à l'entrée du territoire national, donne lieu à la procédure administrative ou judiciaire suivante :

- la confiscation et la sécurisation des diamants au Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification ;
- la présentation du mis en cause au Procureur de la République.

ARTICLE 36 : Au terme de la procédure administrative ou judiciaire, les diamants saisis font l'objet de restitution ou d'une vente aux enchères publiques par le Bureau d'Expertise, d'Evaluation et de Certification de diamants, conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE VI : DES SANCTIONS

ARTICLE 37 : Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées et réprimées conformément aux dispositions du Code Pénal et des autres textes législatifs et réglementaires en vigueur en la matière.

CHAPITRE VII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

ARTICLE 38 : Les comptoirs d'achat et d'exportation de diamants agréés avant l'entrée en vigueur du présent décret doivent se conformer aux dispositions prévues dans le présent décret.

ARTICLE 39 : Le présent décret abroge le Décret N°2012-473/P-RM du 20 août 2012 portant réglementation de la collecte et de la commercialisation des diamants bruts suivant le Processus de Kimberley.

ARTICLE 40 : Le ministre du Commerce, le ministre de l'Industrie et des Mines, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Administration Territoriale, le ministre de la Sécurité et le ministre de la Justice, Garde des Sceaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 25 novembre 2013

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Oumar Tatam LY

Le ministre du Commerce,
Abdel Karim KONATE

Le ministre de l'Industrie et des Mines,
Docteur Boubou CISSE

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Madame BOUARE Fily SISSOKO

Le ministre de l'Administration Territoriale,
Général Moussa Sinko COULIBALY

Le ministre de la Sécurité,
Général Sada SAMAKE

Le ministre de la Justice,
Garde des Sceaux,
Mohamed Ali BATHILY

DECRET N°2013-931/P-RM DU 25 NOVEMBRE 2013 PORTANT NOMINATION AU CABINET DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°2012-434/P-RM du 9 août 2012 fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat Général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°2013-720P-RM du 05 septembre 2013 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2013-721/P-RM du 08 septembre 2013 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Sont nommés au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en qualité de :

I- Attaché de Cabinet :
- Monsieur **Amadou CISSE** ;

II- Secrétaire Particulière :

- Madame **Wassa KEITA**, N°Mle 931-11.Y, Secrétaire d'Administrateur.

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°2013-102/P-RM du 29 janvier 2013 en tant qu'elles portent nomination de Monsieur **Mamadou N'Faly KANTE**, Comptable, en qualité d'**Attaché de Cabinet** et Madame **Wassa KEITA**, N°Mle 931-11.Y, Secrétaire d'Administration, en qualité de Secrétaire Particulière du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, sera enregistré et publié au Journal officiel.